



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 17 février 2015

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

OBJET : 2015 – 10 POLITIQUE DE LA VILLE PROGRAMMATION 2015
SUBVENTIONS MUNICIPALES

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 10 février 2015, s'est réuni le mardi 17 février 2015 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Patricia ROBIN, Jonathan TURRILLO, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Nicole NUTINI, Jean-Marie BELVEDERE, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Brigitte VIDAL, Jean-Paul CAMERANO, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Marguerite VIALE, Serge PERCHERON, Mélanie ZARRILLO, Ali AMRANE, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Alexandra ARDISSON, Chems SALLAH, Jocelyne BUSTAMENTE, Mahamadou SIRIBIE, Paul EUZIERE, Myriam LAZREUG, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Magali CONESA, Ludovic BROSSY, Frédérique CATTART, Damien VOARINO, Jean-Marc DEGIOANNI, Franck BARBEY, Corinne SANJUAN.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Alexandra ARDISSON (prend part aux délibérations N°01 à 14)

ABSENTS EXCUSES :

- Monsieur Philippe WESTRELIN
- Madame Valérie DAVID
- Monsieur Jean-Marc GARNIER
- Madame Aline BOURDAIRE
- Monsieur Philippe-Emmanuel DE FONTMICHEL
- Madame Mireille BANCEL

ABSENTS :

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

- Monsieur Philippe WESTRELIN à Monsieur Jonathan TURRILLO
- Madame Valérie DAVID à Madame Marguerite VIALE
- Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur Pascal PELLEGRINO
- Madame Aline BOURDAIRE à Madame Annie OGGERO MAIRE
- Madame Alexandra ARDISSON à Madame Muriel CHABERT
- Monsieur Philippe Emmanuel DE FONTMICHEL à Madame Myriam LAZREUG
- Madame Mireille BANCEL à Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Chems SALLAH est élu secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 9 décembre 2014.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 17 FEVRIER 2015

**POLITIQUE DE LA VILLE PROGRAMMATION 2015
SUBVENTIONS MUNICIPALES**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet le financement de deux actions, réalisées dans le cadre de la Politique de la Ville par les associations d'Une Rive à l'Autre et l'Alliance Française.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
Animation et Politique de la Ville	DEPENSES	16 000 €

Monsieur le Maire expose :

Vu la délibération en date du 22 mars 2007, le Conseil Municipal a approuvé la convention et ses orientations générales du Contrat Urbain de Cohésion Sociale 2007-2009, signée le 24 mai 2007, initialement conclue pour une période de trois ans, de 2007 à 2009, entre la ville de Grasse, l'Etat (ACSE), la Communauté d'Agglomération Pôle Azur Provence, le Conseil Général des Alpes-Maritimes, le Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur, la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes.

Vu la délibération en date du 17 juin 2010, un premier avenant au Contrat Urbain de Cohésion Sociale de la ville de Grasse a été approuvé afin de reconduire pour l'année 2010, les enjeux stratégiques et la géographie prioritaire ainsi que les engagements financiers définis pour la période 2007-2009. Ce document a été signé par l'ensemble des partenaires concernés le 29 juin 2010.

Vu la délibération en date du 1^{er} Décembre 2011, un second avenant à cette convention a été approuvé pour la période 2011-2014 conformément à la circulaire du 8 novembre 2010 du Ministre du Travail, des Relations Sociales, de la solidarité, de la Famille et de la Ville ainsi que de la Secrétaire d'Etat chargée de la Politique de la Ville.

Considérant que la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine (loi n°2014-173 du 21 février 2014) instaure les contrats de ville à compter du 1^{er} janvier 2015. Les engagements du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de Grasse ont pris fin le 31 décembre 2014, la collectivité s'engage avec les autres partenaires financeurs dans une phase de diagnostic afin d'élaborer le contrat de ville « nouvelle génération », lequel définira les nouveaux objectifs stratégiques et devra être signé avant la fin du 1^{er} semestre 2015.

Considérant que l'association d'Une Rive à l'Autre a toujours été soutenue par les partenaires de la Politique de la Ville pour mener des actions telles que « Color'rue'âge » en 2007, « De la Page au Mur » en 2008, Marionnettes du monde en 2009, « Passerelles Vertes » en 2013 et 2014. Au-delà de l'embellissement de la ville, les projets proposés par cette association ont surtout permis de faire participer des habitants, en particulier des enfants du Centre Ville, à des activités culturelles gratuites, de favoriser le lien social et intergénérationnel et développer la participation citoyenne.

Considérant que l'association propose de mener en 2015 divers projets, tels que le fleurissement de la Place aux Herbes, la création de micros-jardins dans les rues du Vieux Grasse en partenariat avec les commerçants et une fête de la campagne.

Il est proposé une subvention anticipée de 6 000 €, en faveur de cette association, avant la prochaine programmation de la Politique de la Ville, afin d'assurer le maintien de l'action auprès du public fragilisé du Centre Ville.

Considérant que l'association Alliance Française, soutenue par les mêmes partenaires de la Politique de la ville, mène des actions basées sur trois axes prioritaires :

- L'illettrisme plus particulièrement chez les 6èmes et 5èmes.
- La compétence d'écriture de la quatrième à la première avec un travail spécifique sur l'expression des idées et la maîtrise de la formulation.
- La préparation aux Brevet et Baccalauréat français.

Tous ces projets ont pour but l'acquisition et la consolidation des bases structurelles et conceptuelles en français en faveur des jeunes du Grand Centre.

Il est proposé une subvention anticipée de 10 000 € en faveur de l'association, avant la prochaine programmation de la Politique de la Ville, ceci afin d'assurer le maintien de l'action auprès du public.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie dans sa séance du 28 janvier 2015,

La commission Vivre Ensemble ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 29 janvier 2015,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** les actions et les conditions de financements ci-dessus exposés ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les conventions avec les associations concernées par la mise en œuvre de ces actions.
- **AUTORISER** le versement des subventions anticipées aux associations suivantes :

➤ D'Une Rive à l'Autre	6 000 €
➤ Alliance Française	10 000 €
- **DIRE** que les crédits seront inscrits au Budget 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte par 41 voix pour et 4 Monsieur DEGIOANNI (2 voix), Monsieur BARBEY, Madame SANJUAN.